



**Les parties prenantes dans la gestion durable des ressources naturelles et le Bien-être des riverains autochtones « Batwa » dans un contexte de conflit.
Cas du Parc National de Kahuzi-Biega à l'Est de la RD. Congo**

**Stakeholders in the sustainable management of natural resources and the Well-being of indigenous “Batwa” residents in a conflict context.
The case of the Kahuzi-Biega National Park in eastern DR. Congo**

Pacifique MUKUMBA ISUMBISHO^{1*}, Jean De Dieu MANGAMBU MOKOSO², Aloys NDAYISENGA³
& René MANIRAKIZA⁴

Abstract: This study elucidates the degree of effectiveness of actors in distributing interventions to support the sustainable management of the Park's natural resources and the well-being of indigenous Batwa in the highland part of Kahuzi Biega National Park (PNKB). Data was collected by Google form from 200 people from external initiatives of individuals or institutions, supplemented by focus groups, personalized interviews with Batwa and resource persons. Forty-three stakeholders are involved in the highland part of the PNKB, more than half of whom support the Well-being of the Batwa. Thirteen types of stakeholder in the context of conflict in the PNKB have been identified. In general, there is a significant linear relationship between stakeholder flux in relation to their interventions in sustainable natural resource management and the well-being of indigenous Batwa residents in PNKB ($R^2 = 0.6748$ and $p < 0.05$). Stakeholder interventions are less pronounced in natural resource management in PNKB than in indigenous residents ($R^2 = 0.38$ and $p > 0.05$). However, supporting institutions have so far had difficulty in identifying the real problems of Batwa indigenous resident people for their Well-being. Sixty percent of respondents were also pessimistic about the relationship between the distribution of interventions and the sustainable management of natural resources, which are deteriorating and under pressure despite the presence of support institutions.

Keywords: Stakeholders, Natural resources, Conflict, Park - Batwa indigenous people, Kahuzi Biega, Well-being.

Résumé : Cette étude se consacre à l'efficacité des différents acteurs qui interviennent dans la répartition des aides consacrées à la gestion durable des ressources naturelles, au bien-être des autochtones Batwa qui occupent la partie haute altitude du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) et aux rapports qu'ils entretiennent avec les gestionnaires du Parc. Les données furent collectées par *Google form* auprès de 200 personnes issues de la société privée, d'institutions ou de groupes sélectionnés. Des interviews personnalisées aux Batwa et aux personnes ressources s'y joignent. Parmi les quarante-trois acteurs qui interviennent dans la partie de haute altitude du PNKB, plus de la moitié soutient le Bien-être des Batwa. Treize types de parties prenantes dans le contexte de conflit au PNKB ont été identifiés. D'une manière générale, il existe une relation linéaire significative entre les flux de parties prenantes en rapport avec leurs interventions en gestion durable des ressources naturelles et le bien-être des autochtones riverains Batwa ($R^2 = 0,6748$ et $p < 0,05$). Les interventions des parties prenantes sont moins accentuées dans la gestion des ressources naturelles au PNKB qu'au peuples autochtones riverains ($R^2 = 0,38$ et $p > 0,05$). Toutefois, les institutions d'appui ont jusqu'à présent des difficultés à définir les problèmes réels des riverains autochtones Batwa pour leur Bien-être. Soixante pourcent d'enquêtés sont aussi pessimistes quant à la relation entre la distribution des interventions et la gestion durable des ressources naturelles qui se détériorent et subissent une pression malgré la présence des institutions d'appui.

Mots clés : Parties prenantes, ressources naturelles, Conflit, Parc - autochtones Batwa, Kahuzi Biega, Bien-être.

1 Attaché de recherche, Doctorant à l'École Doctorale de l'Université du Burundi, Congo. E-mail: mukumbapaci@yahoo.ca

* Personne de contact

2 Professeur, Laboratoire de Systématique Végétale, Biodiversité & Management des Écosystèmes (LSVBME), Département de Biologie, Faculté des Sciences, Université officielle de Bukavu, R.D. Congo, Email : mangambujd@gmail.com, mangambu2000@yahoo.fr

3 Professeur à l'Université du Burundi, Bujumbura, Email : alloys.ndayisenga@ub.edu.bi

4 Professeur à l'Université du Burundi, Bujumbura, Email : manirakizarene2015@gmail.com

INTRODUCTION

L'existence des ressources naturelles est importante pour la vie en communauté, ce qui rend complexe la relation entre les différentes parties qui ont des intérêts dans leur gestion (SETIAWAN & MUHAMMAD, 2018). Dans la conservation de ces ressources, les systèmes naturels sont connectés à de nombreux domaines socioculturels et il est important que les efforts de participation des parties prenantes tiennent compte des dimensions sociales des projets de conservation (BILLGREN & HOLMEN, 2008 ; COLVIN et al., 2016 ; STERLING et al., 2017). L'implication des parties prenantes locales est un élément central de nombreux projets de conservation de la biodiversité et de gestion des ressources naturelles à l'échelle mondiale (COLVIN et al., 2016).

Mais en Afrique subsaharienne, et particulièrement en République Démocratique du Congo, le problème de fixation des limites des parcs provoque des tensions entre les parties prenantes. Ces tensions tirent leur origine entre autres à partir de la loi créant les parcs dans des espaces où jadis s'étendaient les champs de la population riveraine (KUJIRAKWINJA et al., 2006). Il est plus qu'impérieux de mettre fin à la tension qui monte entre les populations riveraines et les éco-gardes chargés de veiller à une bonne conservation de la nature. C'est le rôle aussi des parties prenantes.

La présente étude porte sur l'efficacité des acteurs qui interviennent dans le paysage de la partie haute altitude du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB), leur influence sur la gestion durable des ressources naturelles autant que sur le bien-être des riverains autochtones Batwa, et ceci dans le contexte du conflit qui existe entre le Parc et les peuples autochtones Batwa. Elle éclaire également la question de la répartition (distribution de fréquence) des acteurs liés à la gestion durable des ressources naturelles du parc et au bien-être des riverains autochtones Batwa.

En analysant une centaine d'articles récents concernant des conflits à l'échelle mondiale, BAYNHAM-HERD et al. (2018) ont constaté que 37% de ces articles étaient axés sur les parties prenantes dans le cas de leur engagement, la planification participative, le partage des connaissances, les consultations, les délibérations de résolution des conflits, le renforcement de la confiance, la transformation, la dévolution à des tiers, la gestion communautaire des ressources naturelles, les droits fonciers et le partage du pouvoir (MADDEN & MCQUINN, 2014 ; PETERSON et al., 2005; YOUNG et al., 2016).

Les parties prenantes sont des personnes, des groupes ou des établissements qui ont des intérêts dans un projet ou dans un programme (STERLING et al., 2017). Elles sont primaires lorsqu'elles vivent dans les espaces ruraux et dépendent des ressources de la forêt. Les secondaires sont les intermédiaires dans le processus d'octroi de l'aide. Ce sont des personnes dont les revenus ne seront pas affectés par le projet. Elles sont néanmoins des acteurs privilégiés de sa mise en œuvre. Les fonctionnaires, le secteur privé (particulièrement l'industrie du tourisme), la société civile (réunie dans les ONG) et la communauté des bailleurs de fonds s'adressent à cette catégorie de personnes. Cette définition de parties prenantes inclut les gagnants, les perdants et ceux qui sont impliqués ou exclus du processus décisionnel, souligne le Projet de soutien à la Réhabilitation des Parcs Nationaux (PREPAN/ICCN, 2014). STERLING et al. (2017) pensent que les engagements des parties prenantes se concentrent principalement sur des études de cas individuels ou des contextes géographiques spécifiques. Cette situation rend difficile les conclusions générales concernant l'effet de ces efforts sur les résultats de la conservation. Ces engagements et la participation des parties prenantes dans ces contextes couvrent des domaines tels que la gestion des affaires, le développement international, la psychologie communautaire et la gestion des ressources naturelles (COOKE & KOTHARI, 2001; BERKES, 2004; HICKEY & MOHAN, 2004; MILES, 2015; STERLING et al., 2017).

Il est donc essentiel de comprendre comment et pourquoi les peuples autochtones et les communautés locales s'engagent dans les efforts de conservation de la biodiversité (RUIZ-MALLEN et al., 2015). Dans les secteurs de l'environnement et du développement, les principaux arguments en faveur de l'importance de l'engagement des parties prenantes locales s'articulent autour :

- (1) de la réduction de la marginalisation des personnes sous-représentées dans la prise de décision,
- (2) d'un nombre croissant de parties prenantes capables d'agir en confiance sur les décisions,
- (3) de la prise en compte de la diversité,
- (4) de la promotion de l'apprentissage social où les parties prenantes apprennent les unes des autres et acquièrent de nouvelles connaissances tout en développant de nouvelles relations (REED, 2008 ; FRITSCH & NEWIG, 2012).

Dans le bassin du Congo, les informations manquent sur les budgets alloués à chaque aire protégée, la proportion des ressources reçues par les différents types de parties prenantes, entre autres les gouvernements locaux, ONG nationales et internationales de conservation et communautés locales ainsi que les niveaux de soutien par type d'action (PYHÄLÄ et al., 2016). Cette non implication des communautés dans le processus de gestion d'une aire protégée contribue à la démotivation des parties prenantes et à l'augmentation des menaces (PYHÄLÄ et al., 2016).

La stratégie nationale de la conservation de la RDC de 2012 relative à la conservation de la biodiversité dans les aires protégées démontre la notion des parties prenantes comme étant des personnes physiques ou morales (acteurs sociaux) qui prennent part aux décisions et à la gestion d'un ensemble de ressources naturelles sur la base des titres/droits reconnus par les autres. Elles ont, de près ou de loin, des responsabilités et des intérêts à défendre vis-à-vis de la gestion durable de ces ressources. Les parties prenantes ont des intérêts et des préoccupations directement ou indirectement liés à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles, mais elles ne sont pas légalement ou socialement reconnues en tant que détenteurs des droits. Ces stratégies sont coulées en forme de plans de gestions dans différentes aires protégées en RDC.

Le Plan Général de Gestion (PGG) du PNKB de 2009-2019 révisé en 2013, élaboré à travers un processus de planification participative, avait identifié 65 parties prenantes dont 33 (50,76 %) à impliquer ou à associer à travers les réunions et ateliers de programmation ; 21 parties prenantes (32,3 %) à consulter à travers les contacts physiques, les réunions et autres correspondances et 11 parties prenantes (16,96 %) à conscientiser à travers les médias et les feuillets. La stratégie de résolution des conflits du PNKB 2008-2016 aborde une nouvelle approche d'implication des communautés riveraines dans la gouvernance des aires protégées, l'échange entre les parties prenantes pour inventorier ce qui les oppose, en déceler les causes et enfin trouver des solutions concertées.

Pour toutes les littératures exploitées, celles mettant en relation l'effectivité et la distribution des parties prenantes en rapport avec la gestion durable des ressources naturelles et le bien-être des riverains autochtones dans un contexte de conflit font défaut. Ainsi, malgré 47 ans d'interventions des parties prenantes dans la gestion durable des ressources naturelles au PNKB et le soutien au bien-être des riverains Batwa expulsés en 1970-1975, la pauvreté de ces derniers s'est accentuée. Le conflit parc-autochtones riverains Batwa s'est aggravé et provoquant des incidents qui ont conduit à des pertes en vies humaines. Dans la foulée, les Batwa ne sachant plus trouver d'autre alternative pour assurer leur survie, ont décidé au mois de septembre 2018 de retourner à l'intérieur du parc dont ils occupent 21 sites.

Le présent travail explore l'effectivité de parties prenantes intervenant dans l'aspect paysager de la partie haute altitude du PNKB et leur influence sur la gestion durable des ressources naturelles et le bien-être des Batwa riverains ; cela dans un contexte de conflit parc – riverains autochtones Batwa entraînant une détérioration de la biodiversité du parc. Il éclaire ensuite la question de distribution (répartition par fréquence), les initiatives externes, celles des individus ou d'institutions, parties prenantes (telles que les gouvernements régionaux ou nationaux, des organisations non gouvernementales nationales ou internationales ou des chercheurs) en rapport avec la gestion durable des ressources naturelles du parc et le bien-être des Batwa riverains dans le contexte du conflit existant.

METHODE ET MATERIELS

Zones d'étude

L'étude a été réalisée dans la région du Rift Albertin congolais, à l'est de la République démocratique du Congo, dans le Parc National de Kahuzi-Biega et l'écosystème forestier entourant celui-ci ; dans la province du Sud Kivu en territoire de Kabare et Kalehe. Le parc est situé entre 1° 36' et 2° 37' de latitude sud et 27° 33' et 28° 46' de longitude Est (IMANI et al., 2016).

Collecte et analyse des données

Dans la présente étude, nous avons recouru à la méthode qualitative, quantitative documentaire. Les données furent obtenues en adressant le questionnaire *Google form* (ZEJNULLAHI et al. 2018 ; DIAZ et al. 2019) à 200 personnes dont celles impliquées dans la gestion du PNKB et issues des milieux privés ou d'institutions (organisations non gouvernementales nationales ou internationales et des chercheurs) et d'autres liées directement à la gestion des ressources naturelles et aux actions de conservation (populations autochtones, agriculteurs riverains, pêcheurs...) Des entretiens non préparés et semi-improvisés ont été réalisés aussi avec les leaders autochtones Batwa riverains et aussi avec les représentants Batwa riverains des trois sites de l'étude à savoir : l'axe Kabare (N=12), l'axe Kalehe-Ihusi (N=14), l'axe Bunyakiri-Bitale (N=15).

Des groupes focalisés, des interviews personnalisées, des ateliers brainstorming (BERKES & JOLLY, 2002), ont été constitués. Trois groupes ont été formés avec les représentants autochtones Batwa riverains à raison d'un groupe par axe de recherche pour identifier les types de parties prenantes, leurs caractéristiques et leurs potentialités. Les analyses statistiques des moyennes arithmétiques ont été utilisées pour l'interprétation des résultats en comparant les niveaux moyens d'intervention et les distributions des valeurs (PIRARD et al., 1995).

Le traitement des données a mis l'accent sur la recherche des pourcentages et des moyennes arithmétiques des données qualitatives mesurées. La mesure des liaisons a été faite en recourant au test de Khi-deux et à l'analyse de régression de la valeur p (<0,05). Les conditions de validité de ce dernier test ont été vérifiées avant son application (HOWELL, 2004). L'analyse de régression effectuée a permis la modélisation des

relations entre différentes variables (dépendantes et indépendantes). Ces analyses ont été réalisées grâce à des logiciels Excel et R.

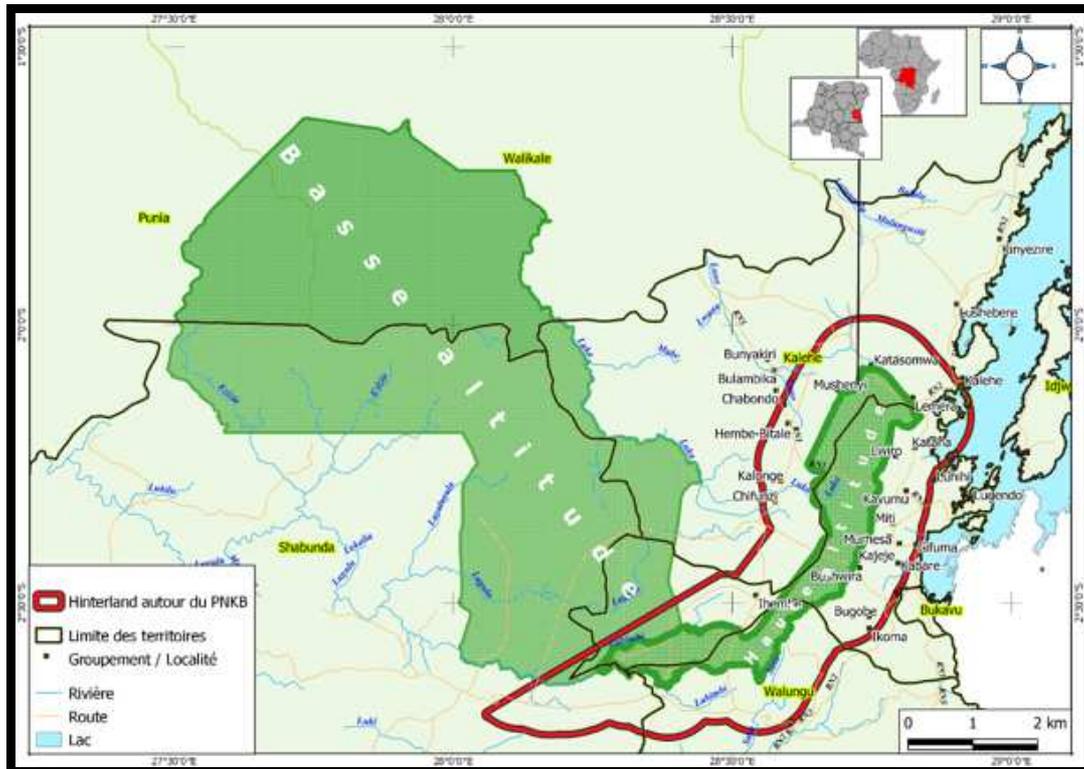


Figure 1. L’hinterland de la partie haute altitude du PNKB

(Sources : Nos données récoltées+ archives cartographiques du département de Géographie de l’Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, RD. Congo de 2017).

RESULTATS

Cette section présente les résultats des données analysées à travers les démarches évoquées dans la section précédente.

Parties prenantes intervenant pour le bien-être des riverains autochtones Batwa et pour la gestion durable du PNKB dans un contexte de conflit au Parc National de Kahuzi Biega

L’étude a identifié 43 parties prenantes dans la partie haute du PNKB d’une superficie de 600 km² entre 1800 et 3308 m d’altitude. D’une manière générale, il existe une relation linéaire significative (Fig. 2) entre les flux de parties prenantes intervenant dans la gestion durable des ressources naturelles et le bien-être des autochtones ($R^2 = 0,6748$ et $p < 0,05$).

Dans l’hinterland du PNKB, plusieurs institutions (ONGs, Eglises et entités politico-administratives et coutumières, universités…) interviennent dans l’accompagnement des riverains autochtones Batwa et la gestion durable des ressources dans divers domaines à la fois, alors que généralement, elles disposent de peu de moyens de leurs politiques. De ce fait, il y a lieu de s’interroger sur l’efficacité de leurs actions et sur leur professionnalisme. Ces institutions se contentent d’intervenir dans tel ou tel domaine, pourvu que les activités soient financées, même si elles ne disposent pas de l’expertise requise. C’est tant pis pour les résultats, les effets, l’impact et la durabilité des actions à réaliser où réalisées. Certaines interviennent suivant la ligne directrice et la politique des bailleurs de fonds et se focalisent moins sur les besoins réels des riverains Batwa et la préservation de la diversité biologique du PNKB.

Les interventions des parties prenantes sont moins marquées dans la gestion des ressources naturelles du PNKB que dans l’aide aux peuples autochtones ($R^2= 0,38$ et $p > 0,05$). Les institutions d’appui s’intéressent aux droits des femmes et des enfants Batwa. Les unes s’investissent dans les domaines de la santé, nutrition et assainissement, la recherche, les dialogues et la culture de la paix, la professionnalisation à travers les métiers, la scolarisation et l’alphabétisation des adultes riverains. Les autres interviennent dans la sécurité alimentaire

(agriculture, petit élevage, pêche, apiculture ...), la réduction de la pauvreté des Batwa à travers la stratégie de micro-crédit, la recherche, la gestion durable de la biodiversité, l'accès aux ressources naturelles y compris les terres, la promotion de la culture des Batwa, la justice, le plaidoyer et le lobbying... L'impact des interventions des institutions d'appui auprès des riverains Batwa peut être mesuré par rapport à leur ancienneté. En réalité, cette variable ne rend pas compte de l'efficacité mais permet de simplement dégager la motivation réelle de ces institutions d'appui lors du début de leurs interventions dans le paysage PNKB. Ceci n'exclut pas que ces dernières ne puissent intégrer de nouveaux domaines d'intervention suivant l'évolution du contexte dans le milieu.

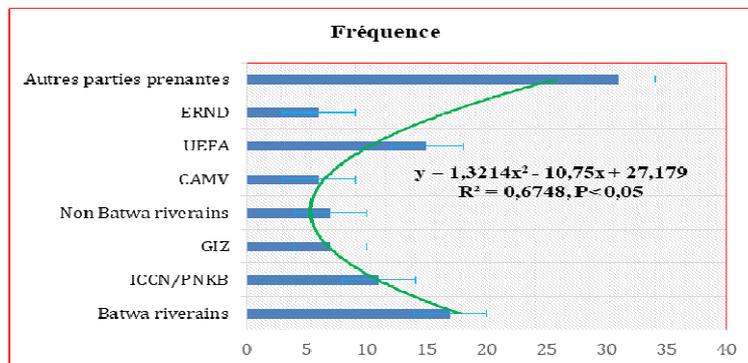


Figure 2.- Fréquences des parties prenantes.

Vingt-et-un acteurs interviennent dans la gestion durable des ressources du Parc (Fig. 3) contre vingt-deux ($R^2 = 0,6124$ et $p < 0,05$) qui s'attachent au bien-être des riverains autochtones voisins (Fig. 4) ce qui est une bonne chose. Dans l'optique d'assurer le bien-être des riverains autochtones Batwa 20 % des interventions des acteurs sont dirigées vers la partie interne du Parc, 35 % vers les périphéries et 45 % des interventions se font à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parc selon 200 personnes interrogées (Fig. 5). Certaines institutions d'appui fustigent les activités des groupes armés non contrôlés qui s'accroissent à l'intérieur du PNKB et dans certains sites de la périphérie à la recherche des ressources naturelles. Ces opérations des groupes armés limiteraient l'appui de certaines institutions car certains sites sont inaccessibles.

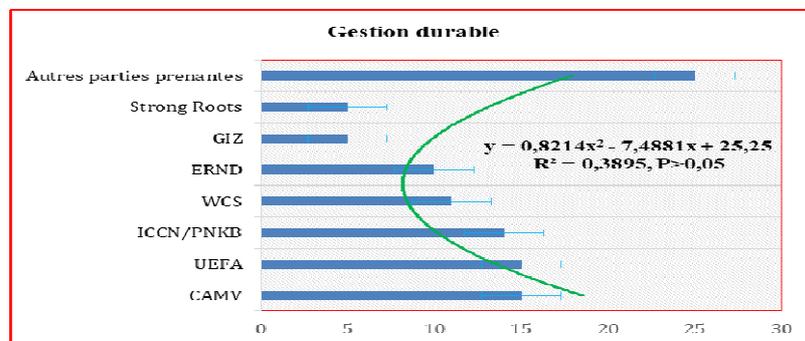


Figure 3. - Interventions des parties prenantes dans la gestion durable des ressources du Parc

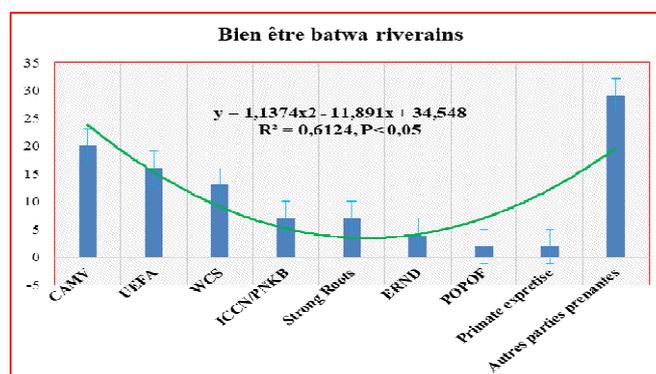
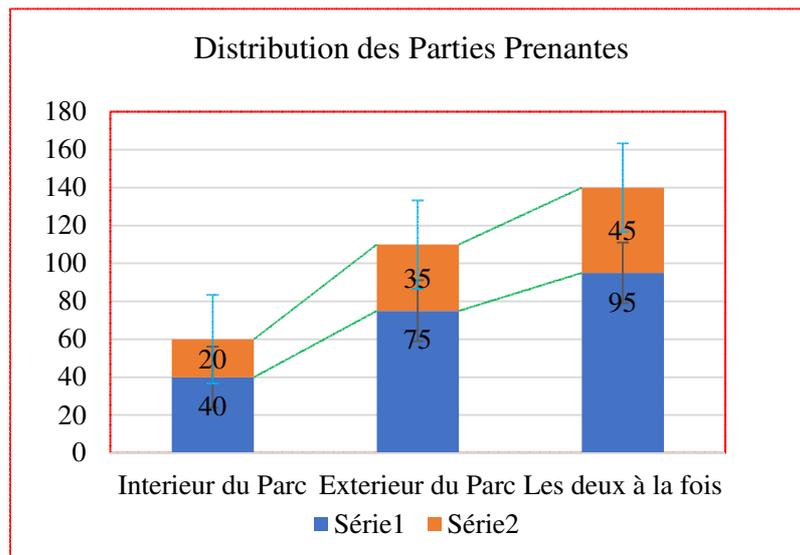


Figure 4. - Interventions de bien-être des parties prenantes.



Figures 5. – Répartition des parties prenantes.

Dans les figures 2, 3 et 4 ci-dessus : CAMV= Centre d'Accompagnement des Autochtones Pygmées et Minoritaires Vulnérables, ERND= Environnement, Ressources Naturelles et Développement, GIZ= Coopération Allemande, ICCN = Institut Congolaise pour la Conservation de la Nature, UEFA= Union pour l'Émancipation de la Femme Autochtone, POPOF= Polepole Foundation, WCS= Wildlife Conservation Society.

Répartition des fréquences d'intervention par les parties prenantes dans les zones élevées du PNKB.

L'étude montre que 40 % des enquêtés confirment la relation entre les interventions des institutions de soutien et la gestion durable des ressources naturelles du Parc alors que 60 % des enquêtés se montrent plutôt pessimistes quant à cette relation car les ressources naturelles du Parc continuent à se dégrader malgré les soutiens accordés (Fig.6).

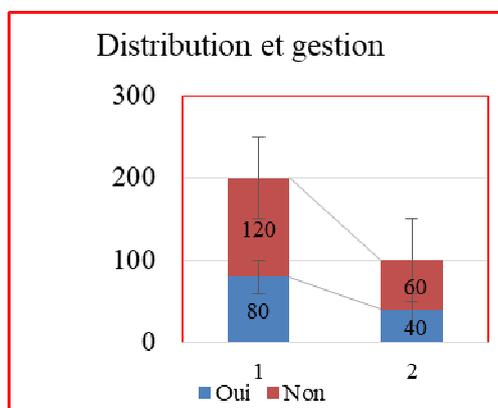


Figure 6 :- Répartition et Gestion

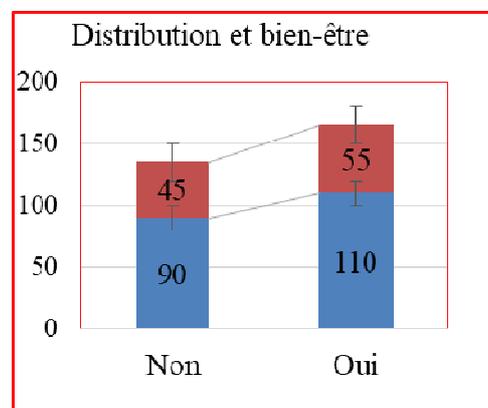


Figure 7. –Répartition et bien être

La distribution des interventions des institutions de soutien au bien-être des riverains Batwa dans l'hinterland du PNKB est reconnue par 55 % de nos enquêtés (110 personnes) (Fig.7). Sur base des multiples projets réalisés, les institutions d'appui ont longtemps contribué au bien-être des riverains par des actions telles que l'octroi des microcrédits pastoraux, rotatifs et agricoles, la scolarisation des enfants Batwa, l'octroi d'emplois, l'implication des communautés dans la cogestion, la facilitation à l'accès aux services sociaux de base (écoles, eau potable, soins de santé primaires et soutien aux actions en justice), l'apprentissage d'un métier, etc. Par ailleurs, 45 % d'enquêtés (Fig.7) estiment que les institutions d'appui ne sont pas assez efficaces dans la recherche du bien-être des riverains Batwa. L'argument majeur avancé est que ces institutions peinent à définir les vrais problèmes des riverains Batwa pour leur bien-être

Par ailleurs, 60 % des enquêtés sont pessimistes (Fig. 6) quant à l'intervention des parties prenantes dans la gestion durable des ressources naturelles du PNKB alors que 40 % d'enquêtés estiment que la diversité biologique du Parc continue de se dégrader malgré l'intervention des parties prenantes et cela pour diverses raisons, entre autres, la présence des groupes armés incontrôlés, l'invasion tout aussi incontrôlée du parc par des

populations riveraines, Batwa ou autres.

Les types des parties prenantes dans le contexte de conflit parc - autochtones Batwa au PNKB

Le cadre de concertation institué par le PNKB réunit les parties prenantes ayant un intérêt dans le processus de sa gestion durable. La participation des riverains nécessite le renforcement des capacités, la sensibilisation, les capacités, l'intégration des parties prenantes. Le Tableau 1 ci-dessous, fournit un aperçu des différents types de parties prenantes pouvant servir d'intermédiaires et de point de départ pour la mise en œuvre de mesures participatives. Elles sont constituées des représentants de toutes les couches sociales qui doivent être impliquées dans la gouvernance des ressources du PNKB. Les composantes varient suivant l'historique, les ressources, les conditions socio-économiques et autres aspects du site et de ses environs.

Tableau 1 : - Types des parties prenantes dans le contexte de conflit au PNKB

<i>N°</i>	<i>Types de parties prenantes</i>	<i>Description/ Caractéristiques / potentialité</i>
1	Communautés locales	Des résidents des villages qui vivent dans les périphéries du Parc
2	Détenteurs de pouvoirs ancestraux sur les terres (coutumiers)	Les autorités coutumières : les chefs de secteur/chefferie, les chefs de groupement, les chefs de villages, les vieux sages, etc.
3	L'Etat et ses structures	Niveau local, provincial et national (Gouverneur de province, parlementaires provinciaux et nationaux, administrateur de territoire), techniques (Cadastre, mines, agriculture et petit élevage, énergie, affaires foncières, éducation, environnement, santé, cours et tribunaux,...)
4	Groupes marginalisés	Peuples autochtones, femmes, handicapés, orphelins...etc.
5	Industries extractives	Industries actives autour du PNKB avec des impacts environnementaux négatifs évidents
6	Société civile	Eglises, ONG, CGCC et CCC, associations locales et autres initiatives privées, etc.
7	Communauté internationale et autres partenaires de l'ICCN	ONG internationales, coopérations bilatérales, acteurs impliqués dans la mise en œuvre des programmes de conservation, etc.
8	Producteurs des biens et services	Industrie touristique, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, transporteurs, chasseurs ou préleveurs d'autres ressources
9	ICCN (Institut congolais de Conservation de la Nature)	Service technique de l'État ayant en charge la gestion des aires protégées en RD. Congo
10	Acteurs techniques qui appuient les recherches, les formations et les moyens de subsistance	Universités, institutions professionnelles spécialisées et centres de recherche, consultants, écoles primaire et secondaire, ONG
11	Donateurs divers	Bailleurs de fonds, banque mondiale, Kwf, GIZ, WWF,
12	Médias	Radio, télévision, journaux papier et en ligne
13	Forces de sécurité	Forces Armées de la RD. Congo, police, Agence Nationale de Renseignement.

Les riverains autochtones Batwa constituent 0,13 % de l'ensemble des parties prenantes. Ils sont en conflit ouvert avec les gestionnaires du PNKB pour les questions liées entre autres au manque de ressources naturelles ou à leur inaccessibilité, en ce compris les terres ancestrales qu'ils ont été contraints d'abandonner en 1970.

DISCUSSION

A l'échelle globale, nationale et locale, plusieurs acteurs interviennent dans la gestion durable des ressources naturelles d'une aire protégée. Les parties prenantes sont identifiées et leur répartition, de même que leur action, sont appréciées dans la gestion durable des ressources naturelles et du bien-être des riverains, ceci pour éviter les conflits.

Parties prenantes et la distribution des interventions

Dans le contexte où intervient un conflit entre membres de parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles d'une aire protégée, pour comprendre le conflit, de l'identification des acteurs s'avère importante (BORRINI-FEYERABEND, 2000 ; AZUELA, 2008 ; CYBELE, 2018). Le Plan général de gestion du PNKB de 2009-2019 avait identifié 65 acteurs dans l'ensemble du PNKB pour une superficie de 6.000 kilomètres carrés. La présente étude a identifié 43 parties prenantes, soit 66 % des 65 intervenants pour couvrir une zone de 600 km² (10 % de 6.000 kilomètres carrés) située entre 1800 et 3308 m des hautes altitudes du Parc. Que signifie une telle répartition inéquitable des parties prenantes par rapport à la surface du Parc ?

La répartition des initiatives en faveur de la biodiversité implique généralement les parties prenantes, ONG, autorités publiques, experts et universités et fédérations d'entreprises. Les ONG et les communautés locales sont les parties prenantes le plus fréquemment citées dans les rapports de durabilité des initiatives en faveur de la biodiversité (BOIRAL & HERAS-SAZARBITORIA, 2016). La présente étude le démontre aussi. (Figures 3 et 4). Toutefois, l'analyse des fréquences et de la distribution des initiatives des parties prenantes dans l'étude de BOIRAL & HERAS-SAZARBITORIA (2016), ne s'était appliquée qu'à la biodiversité dans sa généralité, contrairement à la présente qui s'est focalisée aux aires protégées. Enfin, les perceptions des parties prenantes indiquent les raisons du soutien ou non à la gestion durable des ressources naturelles du Parc et/ou au bien-être des riverains. Les concepts de conservation parmi les acteurs locaux qui participent à la gestion des zones protégées diffèrent selon les parties prenantes (ENGEN et al., 2019).

Parties prenantes et conflit

Le Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) est conceptualisé comme une ressource en commun selon la théorie de HARDIN (1968) dans «*The Tragedy of the Commons* » : les ressources communes sont confrontées à des problèmes de surexploitation en raison de leurs caractéristiques. De nombreux attributs des ressources communes s'appliquent au PNKB. La zone est riche en ressources naturelles (faune, bois, ivoire, minerais, plantes médicinales, etc.). L'absence de barrières physiques rend ces ressources facilement accessibles à la population riveraine dont les Batwa et autres acteurs externes comme les groupes armés, difficilement maîtrisables pour la direction du Parc (SHALUKOMA, 2007). Les niveaux d'exploitation augmentent la pression sur les ressources naturelles du Parc (PNKB/ICCN, 2013).

Dans le cadre de gouvernance commune des ressources (ici les aires protégées) les conflits résultent de la compétition pour l'utilisation des ressources et révèlent des intérêts matériels et économiques différents des parties prenantes (ADAMS et al., 2003; ATIENO et al., 2015 ; LAMBINI et al., 2018). Les questions d'accès, de la rareté et de l'utilisation des ressources génèrent plusieurs conflits entre utilisateurs eux-mêmes, entre communautés locales et décideurs politiques d'une part et, d'autre part, autorités politico-militaires et gestionnaires des aires protégées (BAKER et al., 2003). Ceci confirme un des résultats de cette étude qui constate un conflit ouvert entre les gestionnaires du PNKB et les riverains autochtones Batwa pour les questions liées à l'accès aux ressources naturelles du Parc y compris les terres ancestrales que les Batwa ont été contraints d'abandonner en 1970 pour créer le Parc. En effet, les conflits autour du PNKB sont fondés sur des antagonismes et des contradictions sur le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles du PNKB. Le CONSORTIUM UEA-UCB (2021) y associe aussi le non-respect des engagements par les parties prenantes et y voit les causes actuelles des conflits autour du PNKB. Ces conflits se manifestent à la fois sous des formes violentes (arrestations, tueries, expulsions, etc.) ou non (négociations, médiations, actions en justice) entre les PNKB/ICCN et les communautés riveraines, particulièrement les peuples autochtones pygmées, affirme SIMPSON (2021).

Des acteurs techniques qui appuient entre autres les formations et les moyens de subsistance interviennent dans les questions de résistance opposée par les riverains autochtones Batwa aux gestionnaires du Parc (MUKUMBA et al., 2019). Voir le Tableau.1 point 11. Dans ce cadre, un groupe d'ONG locales et internationales soutient les Batwa dans divers domaines comme des actions juridiques, les relations avec les administrations officielles et une information médiatique internationale. Parmi ces ONG *Minority Rights Group* (MRG) et l'ONG congolaise locale Environnement, Ressources Naturelles et Développement (ENRD) ont aidé les Batwa à engager des poursuites judiciaires contre le gouvernement congolais pour leur avoir illégalement imposé de quitter le Parc.

Depuis 2014, le Forest Peoples Programme (FPP) a travaillé avec la Fondation Arcus et l'ONG locale Centre d'Accompagnement des Peuples Autochtones et Minoritaires Vulnérables (CAMV) pour faciliter un dialogue " constructif " entre l'ICCN et les Batwa. Toutefois, les ONG locales et internationales sont souvent accusées par les gestionnaires du PNKB d'instrumentaliser les autochtones Batwa pour leurs intérêts (CONSORTIUM UEA-UCB, 2021). Aussi une opinion couramment exprimée chez certains Batwa est que des personnes créent des ONG en prétendant défendre les droits des Batwa, mais que ces dernières, ensuite, dilapident les subsides reçus (SIMPSON, 2021).

Les parties prenantes ont un grand rôle à jouer pour autant qu'elles harmonisent leurs vues en faveur de la gestion durable des ressources du Parc et du bien-être des autochtones Batwa dans ce contexte conflictuel.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette étude montre le rôle des acteurs qui interviennent dans la zone de haute altitude du Parc National de Kahuzi Biega et leur influence sur la gestion durable des ressources naturelles et du bien-être des Batwa confrontés à un conflit. L'étude éclaire également la question de la répartition et de la fréquence des acteurs liés à la gestion du Parc et au bien-être des Batwas.

Quarante-trois (43) acteurs interviennent dans la partie de haute altitude du Parc national de Kahuzi Biega. Plus de la moitié d'entre-eux soutient le bien-être des riverains autochtones Batwa. Treize types de parties prenantes dans le contexte de conflit au PNKB ont été identifiés. Il existe une relation linéaire significative entre les flux de parties prenantes en rapport avec leurs interventions en gestion durable des ressources naturelles et le bien-être des autochtones riverains Batwa au PNKB ($R^2 = 0,6748$ et $p < 0,05$). Les interventions des parties prenantes sont moins accentuées dans la gestion des ressources naturelles au PNKB qu'au peuples autochtones riverains ($R^2 = 0,38$ et $p > 0,05$).

Certains pensent que les institutions de soutien ne sont pas assez efficaces dans la recherche du bien-être des riverains autochtones Batwa. L'argument principal est que ces institutions de soutien éprouvent jusqu'à présent des difficultés à définir les problèmes réels de ces derniers. En ce qui concerne la gestion durable des ressources naturelles du Parc, 60% d'enquêtés sont plutôt pessimistes quant à la relation entre la distribution d'aides et la gestion durable des ressources naturelles du Parc, car celles-ci continuent de se détériorer malgré la présence des institutions de soutien.

Au vu des conclusions ci-dessus, il est recommandé aux parties prenantes de multiplier leurs efforts afin de traiter efficacement la question de la gestion durable des ressources naturelles et des conflits dans le PNKB. Elles doivent respecter le consensus arrêté en faveur de la coexistence pacifique et de la gestion durable des ressources naturelles. Il convient que l'État congolais éradique les groupes armés qui se trouvent dans le Parc et que s'établisse un dialogue entre les parties prenantes en faveur de la gestion durable des ressources naturelles du Parc. Les parties prenantes doivent collaborer dans le but d'apaiser les conflits existants.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS W.M., BROCKINGTON D., DYSON J. & VIRA B. (2003). Managing Tragedies: Understanding Conflict over Common Pool Resources. *Science*, **302** (5652): 1915-1916.
- ATIENO P.O., MWANGI S.W. & NGETICH K. (2015). An Assessment of Causes of Conflicts Over Common Pool Resources Among Residents of Lower River Nyando Floodplains, Kisumu County, Kenya. *Journal of Studies in Social Sciences*, **11**(1): 50-67.
- AZUELA A. & MUSSETTA P. (2008). « Quelque chose de plus » que l'environnement. Conflits sociaux dans trois aires naturelles protégées du Mexique. *Problèmes d'Amérique latine*, **4**: 13-39. <https://doi.org/10.3917/pal.070.0013>
- BAKER M.R., CLAUSEN M., N'GOMA, ROULE T. & THOMSON J. (2003). Conflict Timber: dimensions of the problem in Asia and Africa, vol. III The DR Congo case study. Unpublished report to USAID.
- BANQUE MONDIALE /ICCN (2014). Projet d'appui à la Réhabilitation des Parcs Nationaux (PREPAN), Phase de consolidation – RP684 V2. <https://documents1.worldbank.org/curated/zh/633831468020047717/pdf/RP6840V20FRENC00Box385451B00PUBLIC0.pdf> (Consulté le 20 Septembre 2020).
- BAYNHAM-HERD Z., REDPATH S., BUNNEFELD N., MOLONY T. & KEANE, A. (2018). Conservation conflicts: Behavioural threats, frames, and intervention recommendations. *Biological Conservation*, **222**: 180-188.
- BERKES F. (2004). Rethinking community-based conservation. *Conservation Ecology*, **3**(4): 68-89.
- BERKES F. & JOLLY D. (2002). Adapting to climate change: Social-ecological resilience in a Canadian eastern Arctic community. *Conservation ecology*, **5**(2): 18-23.
- BILLGREN C. & HOLMÉN H. (2008). Approaching reality: Comparing stakeholder analysis and cultural theory in the context of natural resource management. *Land use policy*, **25**(4): 550-562.
- BOIRAL O. & HERAS-SAIZARBITORIA I. (2017). Managing biodiversity through stakeholder involvement: why, who, and for what initiatives? *Journal of Business Ethics*, **140**(3): 403-421.
- BORRINI-FEYERABEND G., FARVAR M.T., NGUINGUIRI J.C. & NDANGANG V.A. (2000). La gestion participative des ressources naturelles: organisation, négociation et apprentissage par l'action. Kasperek Verlag.
- COLVIN R.M., WITT G.B. & LACEY J. (2016). Approaches to identifying stakeholders in environmental management: Insights from practitioners to go beyond the 'usual suspects'. *Land use policy*, **52**: 266-276.

- CONSORTIUM UCB-UEA (2021). Analyse des dynamiques des conflits autour du Parc national de Kahuzi-Biega (PNKB), rapport produit par l'Université Catholique de Bukavu, Université Évangélique en Afrique pour le Management Systems International (MSI), A Tetra Tech Company, Sous contrat de AID-OAA-I-13-00042/Task Order Numéro AID-660-TO-16-00004 USAID's Solutions for Peace and Recovery, 76 p .
https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00XK66.pdf (Consulté le 17 Août 2021).
- COOKE B. & KOTHARI U. (Eds.). (2001). Participation: The new tyranny? Zed books, 207 p.
- CYBELE M.C. (2018). Une analyse socio-économique de la gestion et du contrôle des plantes envahissantes dans l'archipel des Mascareignes. Biologie du Développement, Thèse de doctorat, Université de la Réunion.
- DIAZ S.G. (2019). Health consultations in rheumatology managed by nursing. Spanish national descriptive study. DOI: 10.1136/annrheumdis-2019-eular.2797
- ENGEN S., FAUCHALD P. & HAUSNER V. (2019). Stakeholders' perceptions of protected area management following a nationwide community-based conservation reform. PloS one, 14(4), e0215437.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0215437>
- FRITSCH O. & NEWIG J. (2012). Participatory governance and sustainability. Reflexive governance for global public goods. DOI:10.7551/mitpress/9780262017244.003.0195
- HARDIN G. (1968). The tragedy of the commons. *Science*, **162**(3859): 1243-1248.
- HICKEY S & MOHAN G. (2004). Participation: from tyranny to exploring new approaches to participation in development. Zed books. [http:// dx.doi.org/10.1016/j.biocon.2015.12.030](http://dx.doi.org/10.1016/j.biocon.2015.12.030).
- HOWELL C. (2004). Is There a Third Way for Industrial Relations? *British Journal of Industrial Relations*, 42(1): 1-22. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8543.2004.00302.x>
- IMANI G., ZAPFACK L., KALUME J., RIERA B., CIRIMWAMI L. & BOYEMBA, F. (2016). Woody vegetation groups and diversity along the altitudinal gradient in mountain forest: case study of Kahuzi-Biega National Park and its surroundings, R.D. Congo. *Journal of Biodiversity and Environmental Sciences*, **8**: 134-150.
- KUJIRAKWINJA. D & MATUNGURU (2006). Renforcement de la capacité de l'ICCN à la gestion et la résolution des conflits liés aux ressources naturelles dans le Parc National des Virunga, République Démocratique du Congo. Rapport de l'atelier, IISD, Goma/ RDC.
- LAMBINI C.K., BAYER J., BEYER T., ENGELBRECHT K., HOKAN M., KIEWITT Y., MIELICH N. & STÖBESAND, H. (2019). Conflicts, participation and co-management in protected areas. Humboldt-Universität zu Berlin. 309 p.
- MADDEN F. & MCQUINN, B. (2014). Conservation's blind spot: the case for conflict transformation in wildlife conservation. *Biol. Conserv.* **178**, 97–106. <http://dx.doi.org/10.1016/j.biocon.2014.07.015>
- MILES S. (2017). Stakeholder theory classification: A theoretical and empirical evaluation of definitions. *Journal of Business Ethics*, **142**(3): 437-459.
- MUKUMBA I.P. & MANIRAKIZA R. (2019). Résilience communautaire des riverains autochtones Batwa dans le contexte du conflit au Parc National de Kahuzi-Biega, Est de la République démocratique de Congo. *European Scientific Journal*. **16**. Doi:10.19044/esj.2020.v16n29p83
- PETERSON M.N., PETERSON M.J. & PETERSON T.R. (2005). Conservation and the myth of consensus. *Conserv. Biol.*, **19**(3): 762-767. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1523-1739.2005.00518.x>.
- PIRARD P., QUENEL P., LAMELOISE P. & LEMOULLEC Y. (1995). Etude de l'utilisation d'une moyenne arithmétique des mesures d'un réseau de surveillance comme indicateur de niveau de pollution atmosphérique en milieu urbain. *Pollution Atmosphérique*, **37**(146): 59-65.
- PNKB/ICCN (2013). Plan d'Aménagement et de Gestion du PNKB 2009-2018 (version révisée 2013).
- PYHÄLÄ A.A., OROZCO A.O. & COUNSELL S. (2016). Study on Protected Areas in the Congo Basin shows they are failing both people and biodiversity. *Commonwealth Forestry Association Newsletter*, **73**: 1-2.
- REED M.S. (2008). Stakeholder participation for environmental management: a literature review. *Biological conservation*, **141**(10): 2417-2431.
- RUIZ-MALLÉN I., SCHUNCO C., CORBERA E., RÖS M. & REYES-GARCÍA V. (2015). Meanings, drivers, and motivations for community-based conservation in Latin America. *Ecology and Society*, **20**(3): doi:10.5751/ES-07733-200333.
- SETIAWAN M.A. & MUHAMMAD F. (2018). Stakeholder Analysis in Utilizing of Environmental Services and Natural Attractions in Tuk Semuncar Utilization Zone of Gunung Merbabu National Park: A literature review. In *E3S Web of Conferences* **31**, 09032 (2018). <https://doi.org/10.1051/e3sconf/20183109032>
- SHALUKOMA C. (2007). La participation des populations pygmées à la conservation dans le Parc national de Kahuzi-Biega (république démocratique du Congo). In Fournier A., Sinsin B. & Mensah G.-A. (Dir.) *Quelles aires protégées pour l'Afrique de l'Ouest? Conservation de la biodiversité et développement*: 436-443.

- SIMPSON F.O.L. (2021). When the hidden transcript stroms centre stage : From slow to sudden violence in Eastern D.R.Congo's Kahuzi-Biega National Park (N° 2021.03). Universiteit Antwerpen. Institute of Development Policy (IOB).
- STERLING E.J., BETLEY E., SIGOUIN A., GOMEZ A., TOOMEY A., CULLMAN G. & FILARDI C. (2017). Assessing the evidence for stakeholder engagement in biodiversity conservation. *Biological conservation*, **209**: 159-171.
- YOUNG J.C., SEARLE K., BUTLER A., SIMMONS P., WATT A.D. & JORDAN A. (2016). The role of trust in the resolution of conservation conflicts. *Biol. Conserv.* **195**: 196–202.
- ZEJNULLAHI E.D., ZOGAJ J., HALKO-SHATRI S., DURAKU B., THAQI A., SOPAJ B. & HOXHA V. (2018). Assessment of entreprise level management in construction sector in Kosovo. <https://doi.org/10.33107/ubt-ic.2018.40>

